

*Les subsides*

cher toute une gamme de produits. Qu'il s'agisse des livres qu'ils lisent, des pièces d'ordinateurs dont ils ont besoin, ou du thé et du gruau, pour eux les prix vont augmenter dans une certaine mesure. Comme nous l'avons souvent répété, nous avons un gouvernement qui s'est fait un principe d'agir comme le Grinch qui avait volé Noël; en frappant d'un droit de douane les arbres de Noël, il le fait en juin au lieu d'attendre le mois de décembre. Tout cela mis ensemble montre en fin de compte le vice fondamental et aussi l'échec de l'approche adoptée par le gouvernement dans la conduite de nos relations avec les États-Unis. Il ne s'agit pas de savoir si les politiques du gouvernement Reagan sont bonnes ou mauvaises, mais comment nous y avons réagi.

L'axiome adopté à son arrivée au pouvoir par le premier ministre (M. Mulroney) était que si on arrivait à copiner et à se lier d'amitié avec les Américains, sur le ton bon enfant plutôt que d'État à État, on pourrait entasser des crédits à la banque, car je pense que ce sont bien là ses termes. Quand le temps viendrait pour les États-Unis de prendre une décision qui sur le plan économique nuirait peut-être au Canada, nous n'aurions qu'à sortir ces crédits de la banque et tout s'arrangerait. Or ce temps-là est arrivé, il y aura une semaine vendredi. Il y avait une décision tout à fait cruciale à prendre, mettant en cause 4,000 Canadiens et leur famille. A bon droit, chaque Canadien s'est dit que le moment était venu de sortir ces crédits de la banque. On verrait ce qu'on verrait: cette relation spéciale aurait un effet bien spécial. Bien sûr, il n'en a rien été. Toute personne sensée aurait dû s'y attendre parce que ce n'est pas ainsi qu'on conduit des relations, surtout avec un pays très puissant et décidé, un pays qui, depuis les débuts du gouvernement Reagan, a adopté un comportement typique qui ne tient pas compte des vieilles règles de la collaboration internationale. Qu'il s'agisse de sa position sur le contrôle des armements, sur le financement de l'Organisation des Nations Unies, sur le Nicaragua, sur les institutions économiques mondiales, il a adopté une mentalité à la Rambo: il fait cavalier seul et ne s'occupe que de ses propres intérêts. Dans l'optique du gouvernement Reagan, ils ont le droit d'agir ainsi et leur population les appuie. Mais ce comportement typique est contraire à celui des autres administrations qui avaient précédé, car elles se reconnaissaient certaines obligations dans le maintien d'un ordre économique international. Le gouvernement Reagan ne voit plus les choses du même oeil, et c'est là une réalité dont notre pays aurait dû tenir compte.

Devant ce genre d'attitude et de politiques, l'essentiel c'est de se faire respecter, pas de se faire aimer. Le respect se gagne non pas par des concessions, mais par une série d'actions et de réactions. Nous avons adopté dans ces relations une approche viciée au départ, et maintenant nous payons la note. Beaucoup de Canadiens sont en train de payer de la façon la plus évidente et la plus personnelle puisque cela leur coûte leur emploi et leur niveau de vie.

● (1140)

En même temps, le gouvernement s'est aussi accroché à l'idée que des négociations bilatérales avec les États-Unis seraient la panacée à tous les maux dont souffre le Canada. Chaque fois qu'on s'informait de la stratégie économique du gouvernement, on nous répondait qu'il allait conclure un accord bilatéral, un accord absolument global de libre-échange

et que tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes. Nous n'aurons plus à travailler dur pour obtenir quoi que ce soit. Nous aurons ce vaste marché de 250 millions de personnes à qui vendre nos produits. Nous serons affranchis de tout harcèlement et de tout protectionnisme.

Il y a, dans les annales de la mythologie, la vieille notion de la boîte de Pandore, qui est proposée comme étant la grande panacée. Les gens y étaient attachés parce qu'ils croyaient qu'elle contenait de mystérieux trésors. Lorsqu'on ouvrait la boîte, il n'en sortait qu'une légion de démons impossibles à maîtriser. Le gouvernement actuel a ouvert la boîte de Pandore d'une façon singulière et obsessionnelle en recherchant ces négociations bilatérales à l'exclusion de toute autre chose.

Je ne dis pas que l'on ne devrait pas négocier ni discuter avec les Américains, car il faut évidemment le faire et nous l'avons fait. Nous le faisons depuis des décennies. Ce n'est pas nouveau. Ce qu'il faut savoir c'est comment procéder et si nous allons sortir de ces négociations sur les pieds ou sur les genoux. Voilà la vraie question.

En étant trop généreux au début—et je peux énumérer toute une série de largesses consenties par le gouvernement sans exiger quoi que ce soit en retour, nous nous sommes retrouvés en définitive quand les véritables négociations ont été entamées il y a quelques semaines, avec nos cartes sur table. Cela donne à la loterie des airs de certitude. Quand les pourparlers ont été entamés, nous étions déjà sur la défensive, car nous avons renoncé à nos meilleurs atouts, c'est-à-dire à l'AEIE, aux industries culturelles, aux produits pharmaceutiques, quels qu'ils fussent.

Il nous faut nous interroger au sujet de la ligne de conduite adoptée. Examinons plus précisément la question des bardeaux. Le ministre qui agira à titre de porte-parole et le premier ministre ont manifesté une vive indignation à la Chambre vendredi dernier et à juste titre. Notre allié avait agi de façon déplorable. Ils ont ensuite déclaré être étonnés. Pourquoi le gouvernement fédéral était-il étonné à la suite de cette décision? Nos représentants à l'ambassade ont avoué que dès avril dernier ils avaient débattu la question avec des fonctionnaires américains. Ils savaient que l'affaire était en cours. Croyaient-ils qu'on agiterait une baguette magique ou que leurs relations spéciales entreraient en jeu? Étant au courant de l'incidence de la question sur les emplois de si nombreux Canadiens, ils auraient dû agir préalablement au lieu de réagir à un événement déjà passé. Il fallait anticiper, abattre une dure besogne et aller au fond des choses. Il fallait également se livrer à de dures négociations avant de prendre une décision de ce genre. Toutefois, rien de ce genre ne s'est produit. Nous avons maintenant toute une série de représailles qui ne font que provoquer une escalade à confondre l'imagination.

Si on a un sens aigu de l'humour, on peut tolérer la situation. Le gouvernement proclame la nécessité d'ouvrir nos frontières et de collaborer davantage, tandis que le ministre des Finances impose de nouveaux droits de douanes et de nouvelles limites et que les Américains adoptent des mesures de représailles—nous parlons encore de libre-échange et de mesures protectionnistes adoptées par les deux pays l'un contre l'autre. Sommes-nous en train de jouer les Dr. Jekyll et Mr. Hyde? Jouons-nous à quelque jeu étrange de schizophrénie politique? N'est-il pas important d'assurer une certaine uniformité et de